



HAL
open science

La guerre commerciale et technologique entre la Chine et les Etats-Unis. L'affaire TikTok

Jacques Fontanel, N Suscheva

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, N Suscheva. La guerre commerciale et technologique entre la Chine et les Etats-Unis. L'affaire TikTok. 2020. hal-03041885

HAL Id: hal-03041885

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03041885v1>

Preprint submitted on 5 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La guerre commerciale et technologique entre la Chine et les Etats-Unis. L'affaire TikTok

Suscheva, N., Fontanel, J.

Pré-publication

Conçu à l'origine comme un système d'échanges sans frontières, Internet est un enjeu géopolitique et économique considérable dans un monde de conflit potentiel entre les grandes puissances. TikTok est devenue l'arme politique de la génération Z, comme Huawei menaçait le monopole des GAFAM. De divertissante, elle est devenue politique. Elle a été au cœur de nombreuses mobilisations humanitaires. Entre la Chine et les USA, un piège à la Thucydide semble se mettre en place. Donald Trump a voulu se prémunir des dangers potentiels de la Chine pour sa sécurité nationale avec un rideau de fer digital. Il est intéressant de noter que les technologies américaines de l'économie digitale, bien plus puissantes que celles de la Chine, pourraient aussi être condamnées par la plupart des pays au monde, sur les mêmes bases d'effets possibles de domination. Le changement de pouvoir à Washington va sans doute éclairer cette situation en condamnant ou en contrôlant un Tik Tok encore chinois sur le territoire américain.

Originally conceived as a system of exchanges without borders, the Internet is a considerable geopolitical and economic stake in a world of potential conflict between the major powers. TikTok has become the political weapon of Generation Z, just as Huawei threatened the GAFAM monopoly. From entertaining, it became political. It has been at the heart of many humanitarian mobilisations. Between China and the USA, a Thucydide-style trap seems to be setting itself up. Donald Trump wanted to protect himself from the potential dangers of China for his national security with a digital iron curtain. It is interesting to note that the American technologies of the digital economy, much more powerful than those of China, could also be condemned by most countries in the world, on the same basis of possible effects of domination. The change of power in Washington will undoubtedly shed light on this situation by condemning or controlling a still Chinese TikTok on American territory.

Guerre économique, guerre digitale, sécurité nationale, conflit sino-américain
Economic war, digital war, National security, USA-China conflict

Depuis 1980, la Chine connaît un développement économique considérable, au point de dépasser les Etats-Unis dans plusieurs domaines économiques, technologiques et scientifiques. La rivalité commence à exacerber les relations diplomatiques, comme l'affaire Huawei en est un exemple significatif. Un début de guerre froide semble s'instaurer entre les deux puissances, même si les Etats-Unis conservent un avantage conséquent, mais qui s'amenuise plus rapidement que prévu (Woodward, 2017 ; Fontanel, 2020b). La Chine s'est doté d'industries puissantes dans le nucléaire, la téléphonie mobile, le ferroviaire, l'espace et l'intelligence artificielle, mais aussi dans l'économie digitale, des secteurs susceptibles d'être des atouts maîtres de la puissance de l'avenir. La dictature du parti unique s'oppose à la démocratie, laquelle vacille aux Etats-Unis sous l'effet de la puissance politique des milliardaires qui semblent imposer une ploutocratie. La Chine est conquérante, c'est l'une des forces du gouvernement et du Parti Communiste Chinois, c'est même sans doute le ciment de l'unité nationale (Gravereau, 2017 ; Frankopan, 2019). Pour 2049, la Chine de Xi Jinping veut devenir la puissance économique mondiale dominante (Donnet, 2020 ; La Maisonnette, 2019). Elle dispose de ce fait d'un soutien de la jeunesse chinoise, grisée par une compétition géopolitique qui ne peut se remporter qu'en étant de bons citoyens obéissants aux ordres du Parti

Le 20 juin 2020, Donald Trump ne connaissait sans doute pas TikTok, jusqu'à ce que, dans le cadre de sa campagne électorale, le meeting de reconquête de Tulsa ne se transforme en un échec, un désastre même. En submergeant le central de réservations en ligne, les opposants démocrates ont peut-être trouvé la parade à ce qui fut un rouleau compresseur électoral en 2016. De nombreux adolescents, tiktokers (abonnés à TikTok), avaient réservés des places en se donnant comme consigne de laisser les gradins vides. Cette présentation a été contestée par le Directeur de campagne de Donald Trump, affirmant que ses équipes vérifiaient les numéros de téléphone et attribuaient les entrées par ordre d'arrivée. La cause officielle de l'échec est donc le Covid-19 et des manifestants qui ont empêché les familles de rentrer. L'action de Tiktokers n'a pourtant pas été démentie, et il faut ajouter que les démocrates, notamment Bernie Sanders, avaient déjà participé à quelques actions collectives entreprises dans le cadre d'une application très regardée et soutenue par les jeunes du monde entier.

Cependant, la leçon n'a pas été oubliée, surtout quand celui qui l'a reçue pense qu'il s'agit là d'une action politique destinée à lui nuire et donc à attaquer la démocratie américaine. Dans ce contexte, prendre pour cible le Président des Etats-Unis constitue une violence faite à la Nation américaine

toute entière, notamment quand derrière l'application des adolescents se cache un propriétaire chinois. Dans ce contexte, c'est la sécurité nationale des Etats-Unis qui est directement concernée. Il convient alors de l'empêcher de porter atteinte aux institutions américaines.

Le CFIUS (Committee on Foreign Investment in the United States)

Il s'agit d'une organisation interministérielle, administré par le Trésor, en charge des analyses, du point de vue de la sécurité nationale américaine, de l'intérêt des acquisitions d'entreprises aux Etats-Unis par les firmes étrangères. Son rôle a été renforcé et modernisé en août 2018 par le FIRREA (Foreign Investment Risk Review Modernization Act) Elle juge de l'intérêt des opérations de ventes à l'étranger pour les « rogue states », mais aussi, dans certains cas touchant au domaine militaire sur les accords des compagnies américaines avec des sociétés situées dans les pays amis. Créée en 1975, elle était à l'origine destinée à contrôler les achats et ventes des entreprises japonaises ou des pays de l'OPEP. Ce Comité donne un avis, mais le Président garde la main sur la décision. Ses pouvoirs ont été renforcés en Février 2020, ce qui a conduit certains fonds de pension à contester cette décision, sans effet sur sa mise en place. L'étendue de la juridiction du CFIUS a été élargie (notamment aux opérations immobilières), elle peut concerner l'examen et le blocage éventuel des investissements étrangers même minoritaires. Les propositions d'investissement des groupes chinois dans l'immobilier et les secteurs technologiques inquiètent Washington. En septembre 2020, le département du Trésor a publié les nouvelles dispositions relatives à la déclaration obligatoire pour certaines transactions d'investissement étranger impliquant une entreprise américaine qui produit, conçoit, teste, fabrique, fabrique ou développe une ou plusieurs technologies critiques. Des modifications à la définition du terme "intérêt substantiel" ont été apportées.

Le CFIUS s'est illustré dans le conflit sino-américain en refusant le rachat de Grindr de rencontres homosexuelles par l'entreprise de jeux Beijing Kunlun Tech Co Ltd, car Washington craint une utilisation de ces informations personnelles pour influencer les hommes politiques américains. L'entreprise chinoise affirme qu'il n'y aurait aucun transfert vers la maison mère. Cependant, elle a dû mettre en sommeil son projet d'introduction en Bourse de son application, le CFIUS s'inquiétant de l'usage fait au traitement des informations personnelles. De même le rachat de Qualcomm par Broadcom (société américaine située à Singapour, mais très proche des opérateurs chinois intéressés par la 5G) a été bloquée, malgré un deal proposé de 120 milliards de dollars. Une dizaine d'accords entre firmes a été « blacklistée » par le CFIUS pendant la Présidence de Donald Trump, mais aucune société américaine est allée jusqu'à la décision finale de Donald

Trump, elles se sont retirées d'elles-mêmes ne souhaitant pas être accusée de créer une menace à la sécurité des Etats-Unis.

Le CFIUS s'est déjà intéressé à ByteDance lors du rachat de Musical.ly, du fait des données personnelles que le gouvernement chinois pourrait utiliser à des fins politiques de désinformation. Certains membres du cabinet présidentiel souhaitaient qu'un contrôle plus strict soit fait sur les seules entreprises chinoises, mais cette option n'a pas été retenue.

Quels sont les reproches faits à TikTok

Dans un premier temps, TikTok a fait l'objet d'une enquête du CFIUS (Committee on Foreign Investment in the USA), l'agence américaine chargée de s'assurer que les investissements étrangers ne présentent pas de risque particulier pour la sécurité nationale. Le Comité soupçonne la maison mère d'agir sous le contrôle des autorités politiques de Pékin, lesquelles censurent les contenus qui ne sont pas en phase avec ses directives. Des responsables politiques américains, plutôt conservateurs, ont exprimé aussi leur crainte que la très populaire plateforme vidéo ne soit utilisée par Pékin pour fragiliser les valeurs démocratiques des Etats-Unis, notamment en transmettant et en stockant les données personnelles de ses utilisateurs à des fins politiques. Ce n'est pas la première fois que Washington accuse la Chine d'utiliser des applications en vue d'espionner et de fragiliser la sécurité nationale américaine. Kunlun Group, propriétaire chinois des rencontres pour LGBT, avait déjà été conduit à céder ses parts sur le territoire américain, sur la base des mêmes accusations. Washington est convaincu que le Parti Communiste Chinois a les moyens d'utiliser toutes les applications d'origine chinoise et de les utiliser à des fins qui compromettent la sécurité nationale des Etats-Unis.

Créée en 2012 par Zhang Yiming, toujours domicilié à Pékin,, ByteDance, propriétaire de TikTok, est aujourd'hui la troisième entreprise chinoise d'Internet après Alibaba et Tencent. Le succès de TikTok est venu avec le rachat de Musical.ly en 2017 pour un milliard de dollars. C'est la deuxième application la plus chargée au monde après WhatsApp. La société possède une application similaire en Chine, sous un autre nom (Douyin ou Doyin). Dès sa création son créateur a offert une version internationale différente de la version chinoise. Les deux applications sont présentées comme étant hermétiquement séparées, d'autant que Douyin est fermement contrôlée par la censure de Pékin, tout comme Google, WhatsApp ou Facebook. Elle a souvent eu à se défendre de ses liens avec le gouvernement chinois et nié partager des données avec les autorités chinoises. Au contraire, ses relations avec le Parti communiste sont souvent orageuses, au regard des contenus des messages qui ne répondent pas aux critères définis par Pékin. Pour maintenir son application chinoise, plus de 10.000 personnes ont été employées par ByteDance, recrutées le plus souvent parmi

les membres du Parti Communiste. Elles ont pour tâches de scruter les messages pour éviter toutes les attaques contre les règles sociales et morales du socialisme. La loi de cyber sécurité chinoise exige que tous les citoyens coopèrent avec le renseignement national, sous peine de poursuites pénales. Dans ce cadre, ByteDance et son fondateur sont évidemment concernés. Tiktok essaie d'être libre par rapport aux exigences de Pékin, en acceptant notamment dans ses versions étrangères la diffusion de positions individuelles en faveur de la minorité Ouïgoure. Son propriétaire, accusé de chercher à vendre son application aux Etats-Unis, est parfois présenté en Chine comme un traître à la patrie.

ByteDance s'est engagée à la fois ne pas avoir l'intention d'accepter de requêtes de Pékin qui toucheraient à la confidentialité des données et des messages et à présenter un haut niveau de transparence allant jusqu'au contrôle de ses algorithmes, pour rassurer les utilisateurs et les régulateurs. James Lewis, chef du programme de politique des technologies au Center for Strategic and International Studies, estime que le risque de sécurité qu'encourt les Etats-Unis en utilisant TikTok est quasiment nul. Il est vrai que les équipes de TikTok aux Etats-Unis sont gérées par des employés américains et son Directeur Kenin Mayer est l'ancien Président de Disney. ByteDance prévoyait, pour l'ensemble de ses activités, d'embaucher 10.000 nouveaux employés dans l'année 2020. Aujourd'hui, la startup chinoise qui connaît le plus de succès à l'étranger se retrouve entre le marteau américain et l'enclume chinoise dans des rapports géopolitiques et géoéconomiques qui s'enveniment entre les deux puissances mondiales.

Le bannissement de ByteDance et de TikTok aux Etats-Unis et l'échec de l'accord avec Microsoft

Le 31 Juillet, Donald Trump annonce la signature d'un décret interdisant TikTok pour des raisons de sécurité nationale et pour protéger les données privées des utilisateurs. Le 4 Août, il ouvre la porte à une vente de l'application à une firme américaine et va même jusqu'à exiger des Chinois un paiement au Trésor américain pour prix de la transaction. Cette intervention personnelle de Donald Trump dans l'opération entre deux entités privées conduit Pékin à l'accuser (à juste titre) de racketter et d'opposer au libéralisme économique que doivent reconnaître tous les membres de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Dans un décret du 14 août, le président Donald Trump a exigé de ByteDance qu'il vende les activités américaines de TikTok sous 90 jours, au nom de la « sécurité nationale des Etats-Unis ». En réponse, TikTok a déposé une nouvelle requête auprès d'un tribunal de Washington pour empêcher de rendre effectif l'ordre donné par le gouvernement de Donald Trump. Le Trésor américain s'est dit alors concentré sur les moyens de

trouver une solution aux risques pour la sécurité nationale découlant de l'acquisition de Musical.ly par ByteDance, conformément à l'ordre du 14 août signé par le président ». ByteDance se plaint de ces oukases présidentiels, l'empêchant d'avoir une réelle visibilité sur l'action entreprise, alors que le Trésor rétorque avoir été très explicite avec ByteDance concernant les étapes conduisant à la solution finale.

Le président américain signe deux décrets interdisant, à l'horizon de 45 jours, toute transaction avec l'application TikTok, ainsi qu'avec le réseau social de même nationalité WeChat, à partir du 20 Novembre. Il agite même le principe de l'urgence nationale. Donald Trump a donné jusqu'au 20 septembre à la maison mère chinoise ByteDance de Tiktok, pour vendre les activités américaines de celle-ci à des firmes américaines, sans quoi la société sera interdite d'expression sur tout le territoire américain. Même si ces deux décisions manquaient encore de clarté, cela devait revenir de facto à les bannir des États-Unis via leur retrait forcé des magasins d'applications de Google et d'Apple.

Microsoft et Twitter engagent alors des négociations, auxquelles TikTok est bien obligé de répondre. L'affaire devait être conclue avant le 15 septembre. Ce calendrier est plutôt intéressant pour Microsoft, plus à l'aise financièrement que Twitter, même si Byte Dance n'a que très peu de temps pour négocier confortablement cette vente, au risque de ne plus être diffusé sur le territoire des États-Unis. Or, Microsoft souhaite diversifier sa palette professionnelle vers des applications grand public, avec le rachat de LinkedIn et de GitHub, pour près de 34 milliards de dollars en 2016. Elle souhaite acheter aussi les activités de TikTok au Canada, en Nouvelle Zélande et en Australie. Les estimations de prix oscillent entre 10 et 35 milliards de dollars, ce qui est largement dans les prix de Microsoft (1600 milliards de dollars de valorisation et plus de 130 milliards de dollars de cash), ce qui est nettement moins que ce que pouvait espérer la firme chinoise sans la décision de Donald Trump (entre 50 et 70 milliards de dollars). De fait, il s'agit de mobiliser plus de 100 millions d'utilisateurs américains de TikTok (80 % d'entre eux de moins de 34 ans), un chiffre encore en forte augmentation avec les procédures de confinement exigées par le Covid-19.

Dans ce contexte, Microsoft s'engage sur des mesures strictes de confidentialité et de sécurité, toutes les données étant transférées et maintenues aux États-Unis. En fait, Microsoft souhaitait développer un TikTok américain disposant de l'ensemble des logiciels appartenant à ByteDance et même de racheter complètement l'application de 2 milliards d'utilisateurs, notamment en Asie et en Europe, ce qui en fait une entreprise particulièrement séduisante. Cependant, l'enjeu d'une éventuelle cession à Microsoft consiste à déterminer les technologies nécessaires pour séparer les activités américaines et chinoises, l'étanchéité entre les deux systèmes pour

protéger les données n'étant pas jugées techniquement suffisamment élaborées.

Cependant, dans ce domaine concurrentiel, la question était de savoir si TikTok n'était pas le résultat d'une mode passagère, qui pourrait être supplantée assez rapidement par une autre application. D'autant plus que l'attaque américaine sur TikTok suscite quelques interrogations chez ses utilisateurs.

Le 14 Septembre, après de longues négociations avec Microsoft, pourtant vues un temps d'un bon oeil par Trump, Oracle et Walmart confirment un accord avec Bytedance pour devenir le fournisseur technologique de TikTok et éviter ainsi l'arrêt complet de TikTok aux USA. Les dirigeants d'Oracle sont pro-Trump depuis le début de son mandat, ils ont même participé au comité de transition lors de son arrivée au pouvoir. Dans cette proposition, Oracle devient actionnaire pour 12,5% et Walmart à 7,5%, dans une holding placée aux USA. Dans ce cadre, ByteDance conservait encore 80 % des actions de TikTok. Il faut noter cependant que d'une part les fonds de pension américains représentaient 40 % des actions de la version américaine de TikTok et que d'autre part une introduction en bourse était prévue dans l'accord.

Le 17 Septembre, le principe de la vente est validé par Trump, Oracle devenant le partenaire de confiance de Tik Tok aux USA. Pourtant, ce que propose Oracle n'est pas du tout un rachat mais un partenariat technologique. On est loin des exigences de Donald Trump, car l'entreprise chinoise ByteDance garderait le contrôle des activités de TikTok, même si c'est Oracle qui gèrerait le partage des données. Pour Oracle, le droit d'inspecter le code de programmation de TikTok lui serait accordé, et les données seraient stockées aux Etats-Unis selon les normes américaines du respect de la vie privée. Cependant, cette interprétation n'était pas vraiment celle de ByteDance pour laquelle aucun transfert d'algorithmes et de technologie n'avait été proposé à ses partenaires. La solution Oracle ; Walmart et ByteDance restaient alors très éloignées des exigences présidentielles.

Le 21 Septembre, la Maison Blanche annonce l'interdiction du téléchargement de ByteDance et de WeChat. Le décret demande que la compagnie chinoise vende entièrement TikTok et il indique même que l'acheteur doit être américain et prouver sa volonté et sa capacité à se conformer à ce décret. ByteDance devra par ailleurs confirmer qu'il a détruit toutes les données des utilisateurs américains, obtenues ou dérivées de TikTok et Musical.ly, une application américaine qui avait été rachetée par la société chinoise et fondue dans TikTok. Donald Trump exige donc que Oracle et Walmart disposent du contrôle total de la nouvelle entité, sans quoi l'affaire ne peut pas être réalisée, ce qui est inenvisageable pour la Chine. Pour ByteDance, les négociations ont été particulièrement difficiles,

face à une administration américaine qui, selon elle, n'a semblé accorder aucune importance aux faits, ne respecte pas les procédures légales et tente de s'immiscer dans des négociations entre des entreprises privées.

Le ministère chinois du Commerce a qualifié la décision américaine d'«intimidation» et il a prévenu que si les Etats-Unis persistaient dans leurs actions unilatérales, la Chine prendra les mesures nécessaires pour protéger de façon résolue les droits et les intérêts des entreprises chinoises. C'est oublier aussi que, en son temps, Pékin a aussi organisé des procédures destinées à restreindre les activités des entreprises étrangères jugées comme des « entités non fiables », avec la mise en place de sanctions comparables sans un accord avec une firme chinoise jugée fiable.

Pour le département américain du Commerce, le Parti communiste chinois a démontré qu'il avait les moyens et l'intention d'utiliser ces applications pour menacer la sécurité nationale et l'économie des Etats-Unis. Le Président demande à ByteDance de trouver une solution avant le 12 novembre, juste après les élections présidentielles, faute de quoi la société chinoise ne pourra plus diffuser ses services aux Etats-Unis. Fin octobre, un juge de Pennsylvanie a demandé à l'administration américaine de ne pas empêcher d'autres entreprises de fournir les services essentiels à la plateforme. La date limite fixée de bannissement de TikTok sur le territoire américain arrive à échéance. La situation est bloquée, car Oracle et ByteDance ne s'entendent toujours pas sur la répartition des parts.

La Chine considère que les Etats-Unis s'en prennent régulièrement à des entreprises étrangères en abusant de la notion de sécurité nationale ce qui va à l'encontre des principes de l'économie de marché et des principes d'ouverture, de transparence et de non-discrimination de l'OMC (Fontanel, 1995). Selon Pékin si tout le monde imite les Etats-Unis, n'importe quel pays pourra prendre des mesures similaires à l'encontre d'entreprises américaines au nom de la sécurité nationale. Il faut respecter les lois internationales et ne plus supporter les oukases de la Maison Blanche.

Quelles sont les raisons de l'acharnement de Trump à l'égard de TikTok

Elles sont à la fois personnelles et économiques.

Donald Trump n'a pas envie de censurer les tiktokers. Globalement, le système reste un instrument pour les jeunes, très jeunes, au moins au moment de son lancement en 2016. Mais il vrai qu'aujourd'hui, il est susceptible de prendre un aspect politique fort et l'action de Trump à cet égard va sans doute renforcer cette position. Certes, les petits pas de danse de Trump à la fin de chacun de ses meetings incitent les tiktokers à l'imiter grâce au système du playback et du « duet », afin de se moquer de lui. Même si la paranoïa de Trump s'exprime parfois dans ses prises de position, ce n'est sans doute qu'un élément secondaire dans sa décision.

- TikTok fait partie de l'arsenal de campagne des Républicains et des Démocrates dans le cadre de l'élection présidentielle 2020. Bernie Sanders a lui-même publié plusieurs messages sur TikTok, donnant lieu à des prises de position et mobilisations favorables au camp démocrate, au moins pour la partie minoritaire des messages politiques diffusés directement ou indirectement par TikTok.

- Certains tutos sont détournés pour dénoncer les situations conflictuelles particulières des Etats-Unis, concernant notamment le racisme, les droits de la femme, la violence de la police, la mauvaise gestion du Covid-19 ou le réchauffement climatique, domaines dans lesquels une partie de la jeunesse américaine souhaite des changements radicaux (Fontanel, 2020). Dans le cadre du meurtre de H-George Floyd, le hashtag BlackLivesMatter a été très utilisé dans TikTok. Une partie de l'histoire récente des protestations des Afro-américain s'est écrite sur TikTok. La génération Z s'éveille alors au politique. TikTok n'est pas en soi politique, mais de nombreux messages philanthropiques, féministes et écologistes y sont communiqués. C'est un espace d'expression politique principalement proposé par des jeunes pour des jeunes. Toute information peut devenir politique. Les influenceurs ne sont pas simplement tournés vers des objectifs commerciaux ou d'égos, ils ont parfois aussi des valeurs politiques présentées parfois telles quelles, mais d'autre fois sous des formes moins directes. Tous les moyens sont bons pour se faire entendre. Les très jeunes ont utilisé ce réseau, il est aujourd'hui aussi utilisés par de moins jeunes influenceurs. La création de hasch tags permet de s'inscrire dans le débat par la vidéo. Cela devient un récit collectif, avec beaucoup de création, d'originalité. Elle crée une chaîne de protestation qui dépasse largement les anciennes pétitions. Elles dépassent les frontières. Elles fonctionnent comme des slogans faciles à retenir dans leur viralité.

- Washington est stupéfié par l'incursion positive de la Chine parmi les géants du Web. A priori, TikTok n'avait pourtant pas vocation à alimenter une nouvelle guerre froide planétaire du numérique, mais elle est prise en étau entre les politiques d'influence et de technologie entre la Chine et les Etats-Unis. . La contre-offensive s'engage contre l'expansionnisme de Pékin et pour le maintien de la suprématie numérique américaine.

- Il y a enfin, pour Trump, une question économique, celle de « America first ». En janvier 2020, un accord historique avait été signé entre les Etats-Unis et la Chine, il avait pour objectif d'apaiser les tensions entre les deux pays, la Chine acceptant un rééquilibrage des échanges entre les deux pays. Ce «deal» devait sceller une trêve dans l'escalade des droits de douane punitifs. Le gouvernement chinois s'engageait à augmenter ses achats de biens

américains de 172 milliards de dollars en 2020, dont 37 milliards de produits agricoles, pour la plus grande satisfaction des producteurs américains. Cet accord est cependant en contradiction avec les principes de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui ne permet pas ce type d'opération qui modifie profondément les règles du libre-échange. Dans ce contexte, Donald Trump bloque aujourd'hui l'action de l'OMC, en empêchant les nominations des responsables de cette institution.

C'est la crise sanitaire liée au coronavirus qui a notamment fait renaître les oppositions entre les deux nations. Le « virus chinois du Covid-19 » permet aussi d'apprendre aux Américains à se méfier de tout ce qui vient de Chine. Le récent conflit autour du réseau social TikTok n'est qu'une nouvelle preuve des tensions qui existent entre les Etats-Unis et la Chine, une surenchère permanente d'attaques américaines auxquelles répond Pékin. Dans un contexte de fortes tensions commerciales et politiques avec la Chine, le président américain a déjà pris il y a une semaine des mesures radicales à l'encontre de TikTok, et de la plateforme, mais un juge californien considère que cette décision est contraire au premier amendement de la Constitution américaine qui prévoit la liberté d'expression.

L'intérêt économique est énorme, il y a plus d'un milliard d'utilisateurs actifs dans le monde et deux milliards de téléchargements. Aujourd'hui, TikTok ne semble plus valoir plus de 20 à 30 milliards de dollars, compte tenu des menaces américaines. Dans ces conditions, on peut voir l'intérêt économique de l'opération, avec une croissance exponentielle de ses utilisateurs. En cas de rachat, Trump a même demandé que l'Etat fédéral puisse toucher une commission, justifié sur la base d'une forme de bail, un « deal » illégal nationalement et internationalement. C'est une forme d'extorsion de fonds, contraire à toute éthique, une méthode « mafieuse » pour de nombreux commentateurs. S'il y avait des frais de dossier, ceux-ci ne pourraient aller au delà de 300.000 dollars selon le Comité pour les investissements américains qui étudie l'intérêt pour les Etats-Unis des investissements en provenance de l'étranger.

Espionnage ou non ?

Les Etats-Unis sont de plus en plus virulents à l'encontre de Pékin, régime politique accusé de dictature qui cherche à obtenir du « monde libre » les droits que celui-ci respecte multilatéralement, sans avoir, pour lui-même, l'obligation de les appliquer à l'intérieur de la muraille de Chine. Pour Yi Jinping, les Etats-Unis pratiquent un racket à grande échelle et ils ne respectent pas les principes d'ouverture et de non discrimination de l'OMC. Il convient de condamner internationalement ces entreprises américaines d'intimidation et de déstabilisation du libre-échange, lesquelles pourraient

aussi s'exercer à l'encontre de tous les autres pays membres (ou non) de l'OMC.

Les risques d'espionnage et notamment de captation des données personnelles sont réels ; en effet, la loi chinoise exige des opérateurs d'Internet, de répondre en secret à toute requête des services de renseignement. TikTok est suspecté d'avoir transmis des informations confidentielles à la Chine. Pékin collecterait les données personnelles des citoyens américains et les fourniraient au gouvernement chinois, constituant ainsi une bibliothèque de données bien documentée et sérieuse en vue d'utilisations présentes ou futures. Pour Donald Trump, le Parti communiste chinois a l'intention d'utiliser ces applications pour menacer la sécurité nationale et l'économie des États-Unis. Ainsi, pourraient être repérées les idées, les idéologies, les équations personnelles de chaque tiktokers. D'autres experts de la sécurité en ligne ont fait valoir que TikTok ne présentait pas de menace majeure pour le pays, d'autant que les données du réseau sont stockées sur des serveurs aux États-Unis et à Singapour.

La question est de savoir si, face à la technologie digitale de la Chine, les États-Unis n'engagent pas un rapport de force pour inviter ses citoyens et ceux de leurs pays alliés, à s'en méfier et d'accepter plutôt celles qui répondent aux normes nationales du « softpower » américain. A la suite de l'affaire Huawei, il semble que la guerre technologique et populaire soit engagée. Après Huawei, soupçonné d'espionnage, le géant des télécoms, le réseau social chinois aux 100 millions d'utilisateurs américains (11 milliards de dollars de revenus annuels, dont 9 milliards issus des messages publicitaires) concentre le feu nourri de Washington contre Pékin. L'application de partage de vidéos prisée par les jeunes constitue le dernier front en date de la « guerre commerciale » qui oppose depuis le printemps 2018 les deux premières puissances économiques de la planète.

De manière plus prosaïque, si Huawei est fermement soutenu par Pékin, TikTok est plus contestée par les autorités chinoises. Le fondateur est critiqué pour s'engager dans des négociations avec les firmes américaines, il est même accusé de trahison par rapport à la patrie. Si TikTok est suspecté aux États-Unis, il est interdit en Inde pour de multiples raisons, d'ordre religieux et politique aussi en vue d'assurer la sécurité et la souveraineté du cyberspace indien. Le Pakistan a demandé la fin des images et vidéo contraires aux valeurs de l'islam, mais l'application n'est plus bannie sur son territoire, pays musulman, lui demande de supprimer de sa plateforme les contenus jugés « immoraux, obscènes et vulgaires ». Le Cnil a lancé des investigations concernant le site tiktok.com en mai 2020 après avoir reçu la plainte d'un particulier. Au niveau européen, le Comité européen pour la protection des données (EDPB), a créé en juin dernier un groupe de travail sur les pratiques de l'application et la protection des mineurs.

Face à ces investigations, TikTok s'installe en Irlande et construit un data center afin d'y stocker les données de ses utilisateurs européens et répondre ainsi devant le contrôle de la Data Protection Commission, DPC, qui gère déjà les messages sur Facebook. Les raisons fiscales ne sont pas absentes de ce choix (Fontanel, 2016), qui rassure en même temps ses utilisateurs. Dans ce cadre, TikTok a accepté de signer un code de bonne conduite sur la lutte contre la désinformation.

La Chine dénonce la politique de la canonnière, obligeant les entreprises étrangères à se vendre aux Américains, alors même qu'elles respectent les règles de l'OMC. L'expression fait référence aux bateaux de guerre utilisés par les puissances occidentales durant le XIXe siècle, notamment durant les guerres de l'Opium toujours ressenties en Chine comme une humiliation nationale. Les civilisations, sont toujours marquées les conflits et guerres de leur histoire (Fontanel, J., Arrow, Klein, Sen, 2003). Pékin s'insurge et considère, à juste titre, qu'il s'agit d'une vente forcée. Cependant, son rayon d'action sur le pouvoir américain reste insuffisant pour inciter Washington à reculer (Niquet, 2019 ; MacMahon, 2019).

Que changent la défaite de Donald Trump à la Présidence des Etats-Unis et l'élection de Joe Biden

ByteDance considère que depuis bientôt un an, TikTok s'est engagé activement et de bonne foi pour répondre aux préoccupations du gouvernement américain en matière de sécurité nationale et proposé un nouveau cadre de protection concernant la sécurité et la confidentialité des données. Au 12 novembre, TikTok (1500 employés aux USA) qui avait demandé une prolongation de 30 jours, sans réponse des autorités américaines, n'a pas de nouvelles concernant la légalité de la diffusion de ses programmes. Elle devait, à cette date, se dessaisir de tous les actifs ou biens corporels ou incorporels, où qu'ils se trouvent, utilisés pour permettre ou soutenir l'exploitation de l'application TikTok par ByteDance aux États-Unis. L'administration américaine devait interdire le téléchargement des deux applications détenues par des groupes chinois dans les App Stores si les tractations entre des repreneurs potentiels de l'activité américaine de TikTok, en partenariat avec le géant chinois, n'avaient pas trouvé de solution répondant à ses exigences. En revanche, le réseau fonctionne toujours, sans amélioration technologique nouvelle, mais il est dans l'attente d'une action spécifique de Donald Trump avant la fin de son mandat.

En cette période de changement de Présidence des Etats-Unis, il est impossible de faire des scénarii significatifs sur la question, sauf à considérer que Joe Biden sera sans doute plus souple dans la résolution de l'affaire TikTok, d'autant qu'il aura à redouter une forte pression des Républicains pour faire respecter le principe de l'« American First ». Après avoir voulu

bannir TikTok des États-Unis et fait en sorte qu'une entreprise américaine rachète le réseau social, l'affaire TikTok reste en délibéré. Le 10 novembre 2020, la maison mère de ByteDance a déposé une requête auprès d'une cour d'appel américaine pour demander un réexamen, mais il n'est pas certain que, dans l'attente de l'installation du nouveau Président, le CFIUS accepte le maintien de l'application TikTok dans l'espace américain. Il est probable que de nouveaux accords seront nécessaires, mais Washington ne pourra pas non plus remettre en cause aisément le combat américain contre son principal concurrent, l'expansionnisme chinois sur son propre territoire. Pourtant, dans le cadre de l'économie digitale, l'expansionnisme américain sur tous les territoires du globe non protégés est quand même autrement plus puissant que celui croissant de la Chine.

Le libre-échange est aujourd'hui revendiqué par la Chine communiste alors que les États-Unis demandent en retour l'application de l'intérêt national, « America First ». Voilà le nouveau monde à l'envers. Cependant, l'histoire des sept décennies qui nous séparent de la dernière guerre mondiale, met en évidence le mauvais exemple de la Chine elle-même. Elle n'a ainsi jamais autorisé les géants occidentaux du Net à opérer librement sur son territoire, préférant développer ses propres applications pour mieux contrôler les données de ses citoyens, écarter tout point de vue critique mais aussi se donner les moyens du développement d'entreprises modernes et d'avenir dans un domaine que seul les États-Unis et dans une moindre mesure la Russie peuvent développer au niveau d'un État. En outre, Pékin vient d'adopter une nouvelle loi en vue de restreindre les exportations de ses entreprises technologiques.

En conclusion

En accentuant le fractionnement planétaire d'Internet, le réseau mondial souffre des soubresauts de la géopolitique sino-américaine. Conçu à l'origine comme un système d'échanges sans frontières, Internet subit aujourd'hui un fractionnement qui s'oppose à sa philosophie d'origine, déjà fortement remise en cause avec la privatisation du système décidée par l'administration américaine de Reagan. Il est intéressant cependant de noter que les technologies américaines de l'économie digitale, bien plus puissantes que celles de la Chine, pourraient aussi être condamnées au même titre par la plupart des pays au monde (Fontanel, Sushcheva 2019b), notamment les utilisateurs d'applications dont on sait qu'elles sont utilisées largement par la National Security Agency, NSA (Delesse, 2016). TikTok est devenue l'arme politique de la génération Z. De divertissante, elle est devenue politique. Elle a été au cœur des mobilisations du hashtag « #BlackLivesMatter ». Elle a permis, sur un mode de divertissement, à avertir les titokers de la situation dramatique des Ouïgours et des agressions sexuelles, avec le relai des « influenceurs ». Tous les moyens d'expression médiatique sont utilisés et le

succès de TikTok auprès des jeunes n'a pas failli aux stratégies des médias tactiques, dans le cadre d'une culture participative et créative, notamment avec la fonctionnalité du play-back.

Plus grave, les politiques des deux pays font redouter la mise en place d'un piège de Thucydide (Allison, 2019). TikTok apparaît comme un indicateur des évolutions conflictuelles entre ces deux grandes puissances. En ciblant TikTok et Huawei, Washington veut se prémunir de la Chine avec un rideau de fer digital. La réponse qu'apportera Joe Biden, si tout reste en l'état d'ici sa prise de pouvoir au 20 janvier 2021, sera intéressante pour comprendre l'importance des enjeux d'Internet et le danger que ce système engage pour la sécurité nationale de toutes les Nations dépendantes de technologies en provenance d'un pays dominant.

Références et bibliographie

Allison, G. (2019), *L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ? Vers la guerre*, Odile Jacob, Paris.

Delesse, C. (2016), *NSA, National Security Agency*, Taillandier, Paris.

Donnet, P.A., (2020), *Le leadership mondial en question. L'affrontement entre la Chine et les Etats-Unis.*, Editions de l'Aube.

Fontanel, J. (1995), *Organisations Economiques internationales*, Masson, Paris.

Fontanel, J., Arrow, Klein, Sen (2003), *Civilisations, globalisation et guerre*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (2005), *La globalisation en analyse. Géoeconomie et stratégie des acteurs*, L'Harmattan, Paris,

Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays "filous": La fuite organisée des impôts vers les pays complices*. Editions L'Harmattan.

Fontanel, J. (2019) Différends, conflits et guerres économiques. *Paix et sécurité européenne et internationale*, (11).

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019b), *La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers*, AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.

Fontanel, J. (2020b), *La Chine face à la puissance des Etats-Unis, le conflit du leadership mondial*, *Pax Economica*, Grenoble.

Fontanel, J. (2020), *Quel sens à donner à l'action de la Maison Blanche à l'encontre de TikTok ? Pax Economica*. hal- 02984126

Frankopan, P. (2019), *Les routes de la soie, l'histoire du cœur du monde*, Flammarion. Paris.

Guilhaudis, J-F (2017), *Relations internationales contemporaines*, LexisNexis, Paris.

Gravereau, J. (2017), *La Chine conquérante, enquête sur une étrange superpuissance*, Eyrolles, Paris.

La Maisonneuve, Eric, de (2019), *Les défis chinois, la révolution Xi Jinping*, Le

Rocher, Monaco.

Macmahon, D. (2019), *China's Great Wall of debt : shadow banks, ghost cities, massive loans and the end of the Chinese miracle ?* Avacus, London.

Niquet, V. (2017), *La puissance chinoise, un géant fragile ?* Taillandier, Paris.

Sushcheva, N., Fontanel, J. (2019) **EN RUSSE**

Woodward, J. (2017), *US vs China. Asia's new cold war ?* Manchester University Press, Manchester.